

Réunion des responsables des licences de mathématiques

Paris, 21 septembre 2012

31 participants, venus des universités d'Aix-Marseille, Angers, Avignon, Caen, Cergy-Pontoise, Chambéry, Le Havre, Lille III, Limoges, Lorraine (sites de Nancy et de Metz), Le Mans, Orléans, Paris VI, VII, XI, XIII, Dauphine, Poitiers, La Rochelle, Saint Etienne, Tours, Versailles.

Compte rendu rédigé par Jean-Pierre BOREL

Il s'agit de partager des idées concernant la réussite des étudiants, et notamment en licence de mathématiques. Chacun pourra, en fonction de son contexte local et de ses opportunités, les reprendre dans le cadre du débat conduit actuellement des Assises de l'ESR.

Le constat tourne autour des quatre grands points :

1. une faible attractivité et des effectifs en chute. Parmi les causes précises, l'illisibilité des formations (trop de dénominations), les mécanismes automatisés comme APB (admission post bac) dans lesquels soit une licence de mathématiques apparaît parmi 30 items scientifiques, soit seul le portail initial apparaît et donc pas le mot « mathématiques » ;
2. une articulation avec le lycée faible, bien que tous les enseignants ou presque soient passés par l'université et donc connaissent sa réalité (même si elle a pu évoluer) ;
3. une faible motivation et des venues « par défaut » ;
4. un avenir professionnel, notamment pour une éventuelle sortie après le L, peu identifié à part la dimension enseignement.

Quatre pistes d'action et d'intervention sont évoquées :

1. rappeler le rôle de l'orientation dans l'échec, qui est certainement supérieur à celui de la pédagogie, et donc modifier en profondeur ses processus ;
2. aménager le temps de travail des étudiants, notamment en allongeant la durée réelle du semestre (par exemple 16 semaines effectives d'enseignement) et en diminuant le temps consacré aux contrôles des connaissances ;
3. revenir vers plus de pluridisciplinarité, le passage au LMD a conduit à un appauvrissement de cette dimension. Parmi les idées avancées : la possibilité de construire des licences pluridisciplinaires scientifiques ;
4. reconnaître le travail des collègues qui s'investissent en L, notamment en première année : primes, promotions. Connaître les métiers pour savoir en parler aux étudiants est, par exemple, preneur de beaucoup de temps.

Ce dernier point soulève la question de la place de personnels non chercheurs parmi le corps enseignant en L. Quelle place pour les actuels PRAG/PRCE, quelle place pour les EC n'ayant plus d'activité de recherche, quelle reconnaissance pour l'EC actif en recherche et très investi dans le L ? Ici les avis sont plus partagés. La question de la reconnaissance pose celle de l'évaluation de l'activité de formation, et de la place que les étudiants peuvent y prendre. La France est en décalage avec beaucoup de pays sur ce point. Il faut aussi noter que la réalité d'aujourd'hui est très équilibrée en mathématiques : 3.500 EC dans les universités, mais aussi 1.200 enseignants en CPGE. Si on ajoute les PRAG/PRCE présents en L (peu) et en IUT (plus nombreux), les potentiels horaires dispensés par ceux qui ont une obligation de recherche et ceux qui n'en ont pas sont très voisins.

Parmi les points abordés en approfondissement des voies présentées ci-dessus, certains font l'objet d'un accord relativement large, comme :

- les effets très négatifs du saucissonnage du savoir, de la multiplicité des intervenants ;
- l'absence ou le faible niveau d'exigence ;
- l'impact des stratégies de contournement des années 1 et 2 de licence ;
- la faiblesse du suivi des étudiants en échec, après leur sortie de licence ;

alors que d'autres ne font pas consensus :

- la question des parcours « renforcés », sous divers types ;
- l'objectif d'une licence de mathématiques : conduire seulement vers des métiers ayant un vrai usage professionnel des mathématiques, ou également vers des métiers sans lien direct avec les mathématiques.